

# ÉCONOMIE SOCIALE

## Enfin, de nouvelles sources de financement sous peu

Les entreprises d'économie sociale représentent un poids économique et social considérable



Michel  
De Smet

dossiers@transcontinental.ca

La capitalisation des organisations sociales demeure le plus grand défi de ses dirigeants, qu'ils oeuvrent au sein de coopératives ou d'organismes sans but lucratif (OSBL).

Ils auront bientôt de nouvelles sources de financement, indique **Élise Tessier**, présidente-directrice général du **Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)**. « Nous avons été heureux d'apprendre que, dans le discours du Trône 2004, le gouvernement **Martin** a proposé d'ouvrir aux entreprises du secteur l'ensemble des programmes d'aide aux PME et de créer un fonds de 100 M\$ pour soutenir la capitalisation, dont 30 M\$ seront réservés à des organisations québécoises », dit-elle.

### L'économie sociale s'est développée dans des secteurs traditionnels.

Pour l'instant, le RISQ gère un fonds spécial de 10,4 M\$ créé en 1997, à la suite de la création du **Chantier de l'économie sociale**, grâce à la participation d'entreprises privées comme le **Groupe Jean Coutu**, **Alcan**, **Imasco** et plusieurs institutions financières. Il permet à des entreprises en démarrage, en redressement ou en expansion d'avoir accès à du capital de risque.

« En sept ans d'existence, nous avons investi 6,2 M\$ dans plus de 300 entreprises collectives à travers le Québec. Ces investissements ont servi de levier pour générer 62 M\$ dans l'économie locale et ainsi, contribué à créer près de 4 000 emplois », indique **M<sup>me</sup> Tessier**. Celle-ci explique que son organisme plafonne son investissement à 50 000\$ par entreprise. Toutefois, deux autres organismes, le **Filaction** et le **Fondation de la CSN**, offrent aussi du capital de risque aux entreprises collectives. Leur financement combiné peut atteindre jusqu'à 400 000 \$.

### Des revenus des membres

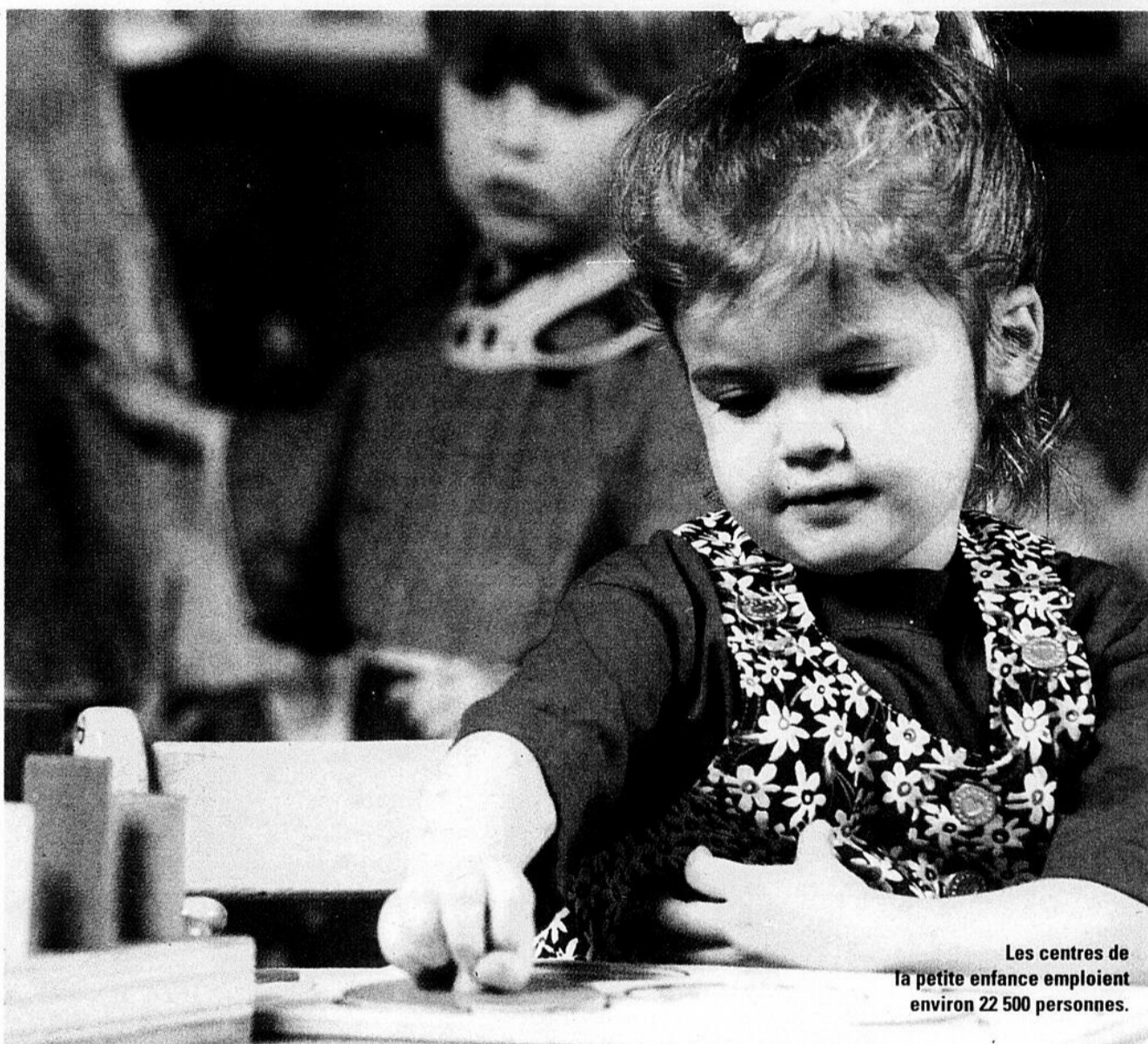
Généralement, les coopératives, responsables de 70 % du chiffre d'affaires de ce secteur, trouvent une partie importante de leur financement auprès de leurs membres, qui sont ainsi propriétaires de parts sociales. Pour leur part, les OSBL, qui représentent 63 % des entreprises de l'économie sociale et emploient 69 % de la main-d'oeuvre, peuvent solliciter des dons ou des subventions auprès d'organismes privés ou publics souhaitant soutenir leur mission sociale. Ainsi, les CPE, les centres de la petite enfance, qui remplissent un rôle crucial auprès des familles québécoises en accueillant quelque 138 000 enfants, bénéficient de subsides gouvernementaux qui comblent environ 90 % de leur financement.

### Une diversification

L'économie sociale au Québec génère un chiffre d'affaires annuel de 4,3 milliards de dollars (G\$) et représente plus de 2 % du PIB de la province. On évalue le nombre d'entreprises qui oeuvrent dans ce secteur à plus de 6 000, fournissant de l'emploi à 65 000 personnes. À eux seuls, les CPE emploient environ 22 500 salariés.

« Ce sont les données les plus fiables dont nous disposons », indique **Yvon Boudreau**, sous-ministre aux politiques et sociétés d'État à l'ancien ministère du **Développement économique et régional** et de la **Recherche**. Ces chiffres ne comprennent pas les grandes coopératives agroalimentaires, pas plus que le **Mouvement Desjardins** que certains analystes intègrent parfois dans l'économie sociale en raison de leur statut à caractère collectif.

L'économie sociale s'est développée dans des secteurs traditionnels comme l'agriculture, la foresterie et la consommation. Elle s'est diversifiée en s'imposant là où le secteur privé et les gouvernements sont peu présents. « La culture, les médias communautaires, le tourisme à vocation sociale – les camps de vacances familiaux, par exemple – sont des secteurs en émergence. Et l'habitation coopérative demeure en croissance constante », précise **M. Boudreau**.



Les centres de la petite enfance emploient environ 22 500 personnes.

## Mieux comprendre l'économie sociale

Les entreprises d'économie sociale regroupent les coopératives et les organismes sans but lucratif.

**Nombre d'entreprises : 6 254**  
> 2 313 coopératives  
> 3 941 organismes sans but lucratif

**Nombre d'employés : 65 028**  
> 19 948 dans les coopératives  
> 45 080 dans les organismes sans but lucratif

**Chiffres d'affaires : 4,3 milliards (G\$)**  
> 3 G\$ dans les coopératives  
> 1,3 G\$ dans les organismes sans but lucratif

**LES PRINCIPAUX CHAMPS D'ACTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE**  
Les centres de la petite enfance

(CPE) ont connu une croissance sans faille grâce à la politique de services de garde du gouvernement du Québec. Plus de 145 000 places sont déjà disponibles et plus de 22 000 personnes travaillent dans le réseau, ce qui en fait le troisième employeur privé en importance au Québec.

### > L'habitation communautaire

Le secteur immobilier répond aux besoins des citoyens à faible revenu. Grâce au Fonds d'habitation communautaire, des projets totalisant près de 4 000 logements sociaux ont été acceptés au cours des trois dernières années. Et 7 000 autres s'ajouteront au cours des deux prochaines années.

### > L'aide domestique

En complémentarité des services de

maintien à domicile offerts par les CLSC, quatre millions d'heures de services d'aide domestique sont dispensées chaque année auprès de 42 000 personnes âgées par une centaine d'entreprises collectives.

### > Les ressourceries

Depuis 1999, 40 projets de ressourceries ont démarré, créant plus de 900 emplois et redonnant de la valeur à des milliers de tonnes de produits qui, autrement, rempliraient les sites d'enfouissement, avec tout ce que cela comporte d'effets dévastateurs sur l'environnement.

L'économie sociale est à l'œuvre dans plusieurs autres secteurs : centres de périnatalité, culture, communications et nouvelles technologies, coopératives jeunesse de services, ressources naturelles, tourisme social, etc. ■ D.T.

# Le gouvernement fédéral entend bien prêcher par l'exemple

Les entreprises d'économie sociale seront considérées comme des entreprises à part entière

**Pierre Picard**  
dossiers@transcontinental.ca

« Le gouvernement fédéral éliminera les barrières qui empêchent les entrepreneurs sociaux de se prévaloir des différents programmes fédéraux », a affirmé aux AFFAIRES Eleni Bakopanos, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources humaines et du développement des com-

pétences (économie sociale).

La députée d'Ahuntsic veut faire en sorte que les entrepreneurs ne se butent plus à des portes closes ou à des refus systématiques lorsque vient le temps de présenter des demandes de financement par prêts ou par capitalisation, de soutien à différents égards et d'aide à l'exportation.

De plus, Ottawa pourrait, dit-elle, acheter directement des

produits et des services émanant des entreprises sociales.

## Des entreprises rentables

M<sup>me</sup> Bakopanos rappelle que les entreprises d'économie sociale peuvent devenir très rentables. « Le Cirque du Soleil a vu le jour en s'occupant de développement communautaire. Il utilise maintenant une partie de ses profits à des fins de développement social », note-t-elle.

Pour l'instant, le gouvernement canadien dispose d'un budget de 132 M\$ répartis

## Ottawa pourrait acheter auprès de ces entreprises.

comme suit : 100 M\$ sur cinq ans destinés à accroître l'accès au financement de prêts et aux

capitaux; 17 M\$ sur deux ans pour le développement des capacités des organismes à vocation économique communautaire; et 15 M\$ sur cinq ans pour la recherche universités-communautés.

## Un exemple à suivre

Eleni Bakopanos est très fière de la position dominante du Québec en matière d'économie sociale, par rapport à l'ensem-

ble canadien. « Le Québec a joué un rôle de chef de file dans la coordination des efforts axés sur l'économie sociale.

« Les Québécois sont présents au sein de leurs communautés. Ainsi, 70 % d'entre eux sont membres d'au moins une coopérative, comparativement à 40 % chez l'ensemble des Canadiens. Il y a aussi de beaux exemples dans ce domaine partout au Canada. » ■

**bobo**



Trop souvent, ça fait mal d'être un enfant. Aidez-nous.  
www.marie-vincent.org

L'ENFANCE, PAS LA VIOLENCE. MARIE VINCENT

## 150 M\$ pour le développement des communautés

En 2003-2004, les Sociétés d'aide au développement des communautés et les Centres d'aide aux entreprises (SADC et CAE) ont accordé 1 500 prêts totalisant 79 M\$. Grâce à l'effet de levier, cela porte les investissements totaux à 380 M\$.

## Développement social et économique

Le réseau compte 57 SADC et 10 CAE et possède un actif de 150 M\$, ce qui lui permet d'aider annuellement plus de 8 000 entreprises et de créer ou de maintenir quelque 10 000 emplois.

En plus des services de financement, les SADC-CAE offrent des services

d'accompagnement et d'aide technique.

Création Normétal est un bel exemple d'entreprise d'économie sociale soutenue par les SADC. Cet atelier de design et de production textile a conçu une ligne d'accessoires de cuisine à partir de tissus recyclés, comme des tabliers, des mitaines, des sous-plats et des serviettes. « Nous avons démarré le projet avec la créativité des employées et des produits recyclés », indique Thérèse G. Gagnon, directrice générale de la SADC d'Abitibi-Ouest.

Une quinzaine d'employées gravitent autour de Création Normétal. La SADC a aidé aux décisions stratégiques. « Depuis un an,

nous fournissons un appui technique et de l'aide dans leur stratégie de commercialisation ou leur image », dit M<sup>me</sup> Gagnon.

Le projet est né de l'initiative et de la solidarité du milieu. « La caisse populaire a donné le bâtiment, qui a été rénové par des bénévoles de la région », poursuit la directrice. Quant aux employées, elles ont été formées par celles qui possédaient des connaissances en couture industrielle.

L'entreprise commence à se diversifier en cousant des pyjamas, des sacs à bébé contre les coliques ou des t-shirts. Elle a fabriqué des costumes pour la troupe de théâtre *À cœur ouvert*. ■ G.L.L.

Les institutions du Carrefour financier solidaire ont en commun de tracer de nouvelles voies dans les domaines de la finance et du développement économique. Par la diversité de leurs pratiques, elles tiennent compte des impacts économiques, sociaux et environnementaux en plus des objectifs financiers.

Le Carrefour  
financier solidaire

...pour une finance  
socialement responsable

**BÂTIRENTE**  
— Régimes de retraite collectifs —

**Desjardins**  
Caisse d'économie solidaire

**FILACTION**  
Le fonds pour l'investissement local et  
l'approvisionnement des fonds communautaires

**FONDACTION**  
CSN POUR LA COOPÉRATION  
ET L'EMPLOI

**FONDS DE FINANCEMENT**  
COOPÉRATIF BÉNÉFICÉ EN COMMUN

**FFP**  
Fonds de formation  
professionnelle

**MCE**  
CONSEILS

# Un fonds de 30 M\$ pour le Québec

Industrie Canada lancera sous peu un concours pour lui trouver un titulaire

**Marilou Pinard**

marilou.pinard@transcontinental.ca

L'Agence de développement économique d'Industrie Canada lancera bientôt un concours afin de nommer le futur titulaire du fonds de capitalisation de 30 M\$ réservé aux entreprises d'économie sociale du Québec.

Industrie Canada et ses organismes de développement régional ont été chargés de répartir le financement entre les régions et de voir à la gestion du fonds de façon à ce qu'il serve les besoins locaux. « L'Agence est responsable de gérer l'appel d'offres, de choisir

**Il faut trouver une idée innovante pour gérer le fonds.**

le titulaire à la suite du dépôt des candidatures et de conclure une entente avec celui-ci, tout en supervisant la démarche à long terme », explique Gilles Pelletier, directeur général des interventions interrégionales et partenariats chez Développement économique Canada.

Rappelons que, dans le discours du Trône 2004, le gouver-

nement de Paul Martin reconnaissait que l'économie sociale contribuait au mieux-être des collectivités. Du coup, il rendait disponible dans son budget 2004 un fonds de 100 M\$ pour l'économie sociale au Canada, dont 30 M\$ au Québec.

L'initiative gouvernementale vise à favoriser l'autonomie financière des coopératives et des organismes sans but lucratif, en augmentant leur financement à long terme pour leur permettre d'accroître leurs investissements.

## Le but du concours

Le concours consiste à trouver une idée innovante pour gérer le fonds, car dans le milieu de l'économie sociale, il y a peu d'outils de capitalisation, comme c'est le cas pour l'entreprise privée grâce aux marchés boursiers.

Deux formes de financement sont accessibles pour les entreprises d'économie sociale : les prêts traditionnels ou les subventions gouvernementales.

« La capitalisation que l'entreprise va chercher sur les marchés boursiers, soit la partie qu'elle ne doit pas rembourser, contrairement aux prêts, n'existe pas pour les entreprises d'économie sociale »,

explique Jean Robitaille, responsable des communications au Chantier de l'économie sociale. Le concours vise donc à créer des instruments financiers adaptés aux besoins de ce secteur. »

Avec ses partenaires, dont le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), le

Chantier prépare une proposition dans le cadre du concours pour répondre aux besoins de capitalisation des entreprises d'économie sociale.

« Les autres participants au concours ne se sont pas encore fait connaître », mentionne M. Pelletier. ■



Pour l'instant, deux formes de financement sont accessibles pour les entreprises d'économie sociale : les prêts traditionnels ou les subventions gouvernementales.

## Le crédit communautaire

Pour 2004-2005, le Réseau québécois du crédit communautaire (RQCC) a reçu un appui et une reconnaissance de l'ancien ministre du Développement économique et régional et de la Recherche (MDERR), qui lui a accordé un financement de 1,2 M\$. « C'est la première fois qu'on a une entente de financement stable pour les dépenses d'exploitation du Réseau et de ses membres », explique Lucie Villeneuve, coordonnatrice du RQCC. Cela augure bien pour 2005, décrétée par l'ONU comme l'Année internationale du microcrédit.

Depuis 15 ans, le mouvement du crédit communautaire finance, par le moyen de cercles d'emprunt et fonds communautaires, des personnes qui veulent lancer leur entreprise, mais qui ne peuvent accéder aux sources de crédit des institutions financières. Au total, 1 175 emplois ont été créés ou maintenus grâce à ces initiatives.

Les causes de refus sont diverses : dossiers de crédit inexistant, manque d'expérience, absence de garantie – ce qui n'arrête pas les organismes de crédit communautaire.

Cette aide permet aussi de combler un autre vide, celui

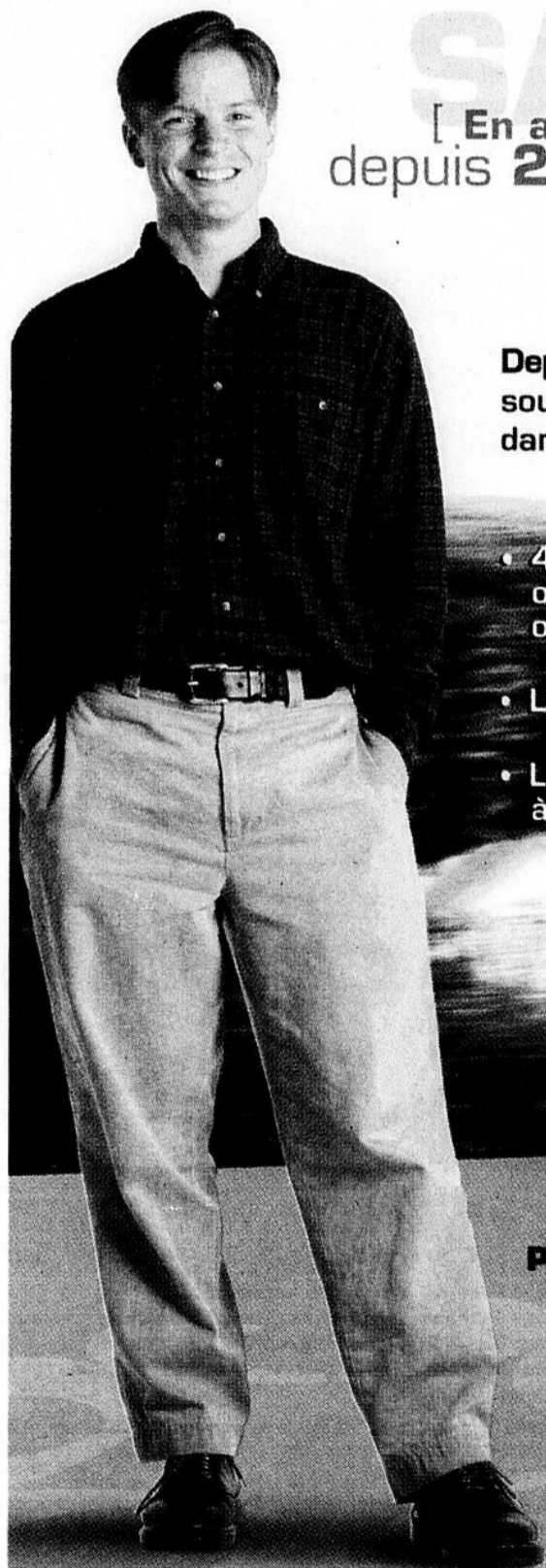
des petits prêts. « Les banques accordent peu de prêts de moins de 20 000 \$. Dans les Cercles d'emprunt, les prêts sont de moins de 5 000 \$, et dans les Fonds communautaires, ils peuvent aller jusqu'à 20 000\$, la moyenne étant de 6 000 \$ », explique M<sup>me</sup> Villeneuve.

En 2003-2004, 490 entrepreneurs ont été accompagnés et 384 emplois ont été créés ou maintenus par les organismes de 11 régions du Québec.

## De la communauté à la communauté

Les capitaux qui servent aux prêts proviennent de la communauté. Ils sont offerts aux entreprises à des taux d'intérêt allant de 8 à 10 %. « C'est la communauté qui prête à la communauté », dit M<sup>me</sup> Villeneuve. Les institutions financières fournissent 22 % des capitaux recueillis, les communautés religieuses-21 %, et le secteur privé et les dons personnels combinent 18 % des besoins. Les prêteurs perçoivent des intérêts de 2 à 3 % des montants prêtés.

Les Cercles d'emprunt et Fonds communautaires ont accordé 3,1 M \$ de prêts depuis leurs débuts. À ce jour, les prêts ont été remboursés à hauteur de 85 %. ■ G.L.L.



[ En avant depuis 20 ans ]

Depuis plus de 20 ans, les SADC et les CAE soutiennent les projets d'économie sociale dans les collectivités du Québec :

- 473 organismes d'économie sociale ont bénéficié de l'aide d'une SADC ou d'un CAE
- L'aide financière s'élève à 4 700 000 \$
- Le coût total des projets rattachés à ces prêts est de 21 850 000 \$

**Plus que du financement : des solutions !**

Réseau des sociétés d'aide au développement des collectivités du Québec  
Tél. : (418) 658-1530  
Courriel : sadc@ciril.qc.ca  
www.reseau-sadc.qc.ca

ICI Développement économique Canada Canada Economic Development

Canada



Votre avenir, c'est ICI

## PLACE AUX ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE!

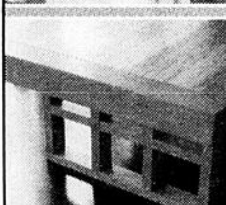
TECHNOPÔLE ANGUS,  
SEUL PARC D'ENTREPRISES  
QUI ACCUEILLE ET DÉVELOPPE  
DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE  
SOCIALE



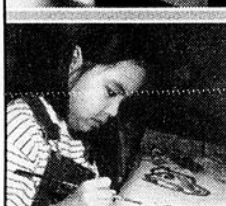
**Docushop Angus**  
Coopérative de travail  
Impression numérique



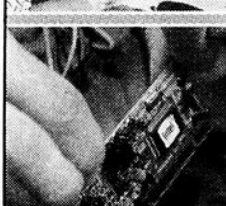
**PART du chef**  
Insertion  
Cuisine d'établissement



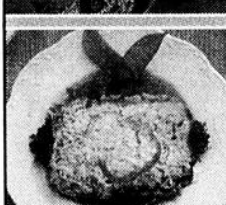
**Atelier Angus**  
Économie sociale  
Ébénisterie



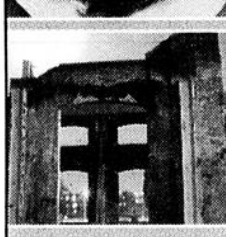
**CPE Cœur de cannelle**



**Insertech Angus**  
Insertion  
Recyclage et assemblage  
d'ordinateurs



**PART Entreprises**  
Économie sociale  
Gestion de services  
alimentaires



**Société de  
développement Angus**  
Économie sociale  
Développement du  
Technopôle Angus

AIMER TRAVAILLER

TECHNOPÔLE **ANGUS**  
PARC URBAIN D'ENTREPRISES

## L'aide à domicile permet d'économiser

Selon une étude, le gouvernement économise 225 \$ par tranche de 100 \$ investis

Marilou Pinard

marilou.pinard@transcontinental.ca

En 2004, 75 608 personnes au Québec ont profité des services des entreprises d'aide domestique à domicile. Ce sont autant de personnes qui ont pu continuer à vivre dans leur maison, plutôt que d'être hébergés dans des institutions au frais de l'État. Selon une étude effectuée pour le **Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec (REÉSADQ)**, le gouvernement économise 45 000 \$ par personne annuellement grâce à ces services.

Les entreprises d'aide domestique offrent des services d'entretien ménager et de travaux lourds (déneigement, etc.) aux personnes âgées, en perte d'autonomie ou handicapées, et elles reçoivent l'appui financier du gouvernement.

L'étude des retombées économiques de l'aide domestique en économie sociale,

réalisée en 2003 par **MCE Conseils**, montre qu'en réussissant à maintenir 11 % des bénéficiaires des services à domicile dans leur milieu, le gouvernement économise 225 \$ par tranche de 100 \$ investis.

Dans un souci d'accès universel à ces services, le ministère de la **Santé et des Services sociaux (MSSS)** offre une aide financière aux bénéficiaires, sous forme de réduction du tarif horaire demandé par l'entreprise. L'aide gouvernementale peut réduire de 4 à 10 \$ de l'heure le coût du salaire d'un employé pour l'entreprise. Le montant de l'aide dépend de l'âge, de l'état de santé et des revenus du bénéficiaire. Le salaire horaire est, en moyenne, de 14,21 \$.

Le gouvernement a dépensé 43 M\$ en 2003-2004 pour le financement des entreprises d'aide domestique, et l'étude estime que pour chaque dollar investi, 0,46\$ reviennent dans les coffres de l'État en percep-



Les entreprises d'aide domestique offrent des services d'entretien ménager et de travaux lourds aux personnes âgées, en perte d'autonomie ou handicapées.

## Un employeur important

Les 103 entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec ont généré un chiffre d'affaires de près de 92 M\$ en 2003, soit une hausse de 40 % par rapport à l'année précédente. Elles emploient 6 000 personnes, dont plus de 55 % à temps plein.

Ces personnes reçoivent 65 M\$ en salaires par an et, fait non négligeable, ces emplois ont permis à plusieurs femmes de réintégrer le marché du travail, délaissant les programmes d'aide sociale. Cette centaine d'entreprises a aussi contribué à faire diminuer le travail au noir dans l'industrie de l'entretien ménager. ■ M.P.

tion fiscale et en épargne de sécurité du revenu, grâce aux emplois créés. Le gouvernement économise donc plusieurs dizaines de millions de dollars en frais d'hébergement chaque année, en retardant l'entrée en institution des personnes soutenues par les entreprises d'aide domestique.

### Difficultés financières

L'un des plus grands défis est la rentabilité de ces entreprises. Lors de l'étude de faisabilité du projet, le gouvernement avait estimé que les entreprises d'aide domestique seraient en mesure de s'autofinancer lorsqu'elles auraient atteint la vitesse de croisière de 60 000 heures de service par année. Or, les entreprises qui fonctionnent à ce rythme, et même plus, sont dans une situation financière précaire, tout comme celles qui n'ont pas

atteint cette taille. Selon le REÉSADQ, certains coûts et frais de gestion n'auraient pas été comptés dans les calculs.

L'aide financière n'a pas été indexée depuis 1998. « Nous vendons les services moins cher qu'ils ne coûtent ! décrie Jacques Monette, président du Regroupement. La situation est urgente, car plusieurs entreprises ont des difficultés financières sérieuses, et à très court terme, chaque conseil d'administration devra prendre une décision. »

**L'un des plus grands défis des entreprises d'aide à domicile est la rentabilité.**

Les entreprises d'aide domestique pourront faire des pressions auprès du gouvernement ou fermer leurs portes, si la clientèle ne peut s'offrir les services devenus trop chers.

Dans le contexte de la restructuration des soins de santé où le gouvernement encourage les partenariats entre le public et le privé, M. Monette croit que les entreprises d'aide domestique sont une formule à privilégier.

« Il serait dans l'intérêt du gouvernement de dégager des fonds, puisque les entreprises d'économie sociale opèrent à des salaires et à des frais administratifs moins élevés que ceux du secteur public », dit-il.

Le réseau des entreprises attend une proposition du gouvernement en avril. Le REÉSADQ espère trouver un terrain d'entente à tout le moins viable au cours des deux prochaines années. ■

*Du cœur à l'ouvrage*

▶ TRAVAIL ▶ FORMATION ▶ AUTONOMIE ▶

**COLLECTIF**  
Collectif des entreprises d'insertion du Québec

7105, St-Hubert, bureau 206, Montréal (Québec) H2S 2N1  
Téléphone : 514.270.4905 • Télécopieur : 514.270.0926  
cciq@collectif.qc.ca • www.collectif.qc.ca

## Travailler autrement!

...en économie sociale et en action communautaire

- ▶ Vous avez des besoins de formation?
- ▶ Vous souhaitez mieux connaître les besoins de formation de vos employés?
- ▶ Vous êtes à la recherche d'outils de gestion adaptés à votre secteur?
- ▶ Vous souhaitez être outillés ou accompagnés dans ces démarches?
- ▶ Contactez-nous!

Le comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC) favorise la concertation et le partenariat dans le but de résoudre les problèmes de main-d'œuvre rencontrés par les entreprises et les organismes du secteur.

Nous élaborons des stratégies d'action et de formation sectorielles en économie sociale et en action communautaire en tablant sur une connaissance approfondie du marché du travail.

Une importance particulière est accordée au caractère distinctif de l'économie sociale et de l'action communautaire : gestion démocratique, primauté des personnes et du travail sur le capital, équité, solidarité et développement durable des collectivités.

Notre mandat s'étend à l'ensemble du territoire québécois et nous accordons la priorité aux regroupements provinciaux.

**CSMO** ÉCONOMIE SOCIALE  
ACTION COMMUNAUTAIRE

Comité sectoriel de main-d'œuvre économie sociale et action communautaire  
4200, rue Adam, Montréal (Qc), H1V 1S9  
Téléphone : (514) 259-7714 • 1 866 259-7714 • télécopieur : (514) 259-7189  
Info@csmoesac.qc.ca • www.csmoesac.qc.ca

# Le Collectif des entreprises d'insertion obtient de bons résultats

**Marilou Pinard**

marilou.pinard@transcontinental.ca

Chaque année, plus de 2 000 personnes marginalisées se trouvent un emploi ou retournent aux études grâce au **Collectif des entreprises d'insertion du Québec**. Ce regroupement d'organisations communautaires favorise, par l'entremise de stages, leur réinsertion sociale et professionnelle.

Près de 70 % des personnes en processus d'insertion sont des jeunes de moins de 30 ans. Ils sont aux prises avec de sérieuses difficultés d'intégration sociale et professionnelle et connaissent des échecs répétés en milieu de travail.

Les formateurs en entreprise enseignent aux participants les aspects techniques du métier, tandis que les intervenants psychosociaux les suivent de près, individuellement et en groupe.

Selon **Claudine Lefebvre**, responsable des communications, bien plus que le métier lui-même, ce sont les aptitudes de base qu'il faut acquérir. Le travail en équipe, le respect, la capacité de traiter avec l'autorité sont des habiletés

sociales qui demandent à être travaillées.

Plusieurs raisons expliquent les difficultés des personnes marginalisées, notamment une faible scolarité, un manque d'expérience professionnelle, un contexte d'instabilité familiale, une situation économique précaire, une santé fragile, et un cumul de difficultés sociales, de santé et d'inaptitude à l'emploi.

Pour aider les jeunes, le Collectif sélectionne des entre-

prises qui accueillent les stagiaires durant 26 semaines. L'entreprise offre aux participants un encadrement au plan personnel, social et professionnel, de telle sorte qu'ils soient en mesure d'intégrer un emploi par la suite. Les participants en sortent satisfaits puisqu'ils ont acquis des techniques de travail, de l'autonomie ou la motivation pour reprendre leurs études.

Les entreprises participantes sont des organismes commu-

nautaires ou des coopératives qui luttent contre la pauvreté et l'exclusion, tout en participant à l'activité économique par la production de biens et services (retombées de 20 M\$ annuellement).

Les entreprises d'insertion embauchent 600 employés permanents dans la province et contribuent à former environ 2 500 personnes par an, dans 66 domaines différents.

Ces 42 entreprises « passe-elle » sont en lien avec des

centaines d'entreprises qui engageront les participants au terme de leur formation.

### D'immenses défis

Les entreprises d'insertion ont une double mission à remplir, celle de respecter les exigences de productivité de l'industrie, tout en formant la main-d'œuvre. Le taux de roulement très important (les parti-

cipants sont remplacés tous les 6 mois) rend l'entreprise moins concurrentielle. À cette difficulté s'ajoutent les situations de rechute, lors desquelles on libère le participant de ses tâches afin qu'il rencontre son intervenant psychosocial. Dans ces cas, l'entreprise doit pouvoir maintenir sa productivité, en fonctionnant avec un employé en moins. ■

## LE RÉSEAU DES GROUPES DE RESSOURCES TECHNIQUES (GRT) DU QUÉBEC C'EST...



Association des Groupes de Ressources Techniques du Québec

AIDER LES MÉNAGES À REVENU MODESTE À MIEUX SE LOGER ET À PRENDRE LE CONTRÔLE DE LEUR HABITAT

25 ORGANISMES D'ÉCONOMIE SOCIALE SPÉCIALISÉS EN HABITATION COMMUNAUTAIRE

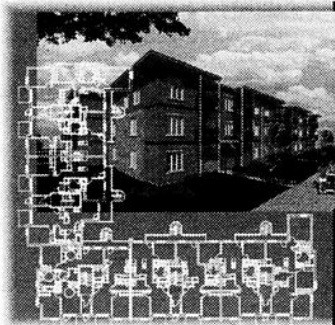
200 EMPLOIS PERMANENTS

2500 LOGEMENTS MIS EN CHANTIER EN 2004

250 MILLIONS DE DOLLARS EN RETOMBÉES ÉCONOMIQUES EN 2004

30 000 LOGEMENTS RÉALISÉS DEPUIS 30 ANS.

IL Y A UN GRT PRÈS DE CHEZ VOUS...



WWW.AGRTQ.QC.CA



## Les entreprises adaptées du Québec : des fournisseurs à découvrir

**Partout au Québec,**

- Atelier Industriel St-Jean inc.
- Ateliers TAQ inc.
- Capeq inc.
- Le Sextant inc.
- Les services adaptés Transit
- RécupérAction Marronniers inc.
- Société V.I.A. inc.

**des exemples de réussite :**

Sous-traitance industrielle	(450) 347-2616
Postimpression	(418) 871-4912
Emballage, assemblage	(450) 662-0300
Produits de classement en carton	(514) 354-3430
Emballage, entretien ménager	(514) 642-3250
Récupération	(514) 595-1212
Récupération	(418) 833-0421

**www.cqea.qc.ca**, la référence sur le travail adapté au Québec



CONSEIL QUÉBÉCOIS DES ENTREPRISES ADAPTÉES CQEA

La coopération



**Un levier pour innover!**

**Avec plus de**

- 3 000 entreprises
- 79 000 emplois
- 7 millions de membres

**Le mouvement coopératif,** au coeur du développement social et économique du Québec

Conseil de la coopération



du Québec

**www.coopquebec.coop**

# Créer 500 emplois d'ici 5 ans

Le Conseil québécois des entreprises adaptées vise les prestataires de l'aide sociale

Paul Journet

dossiers@transcontinental.ca

Le Conseil québécois des entreprises adaptées (CQEA) espère poursuivre sa croissance et créer 500 emplois adaptés et 6 nouvelles entreprises d'ici trois ans. Dans un mémoire présenté au ministère des Finances, il réclame 7,5 M\$ pour ce faire. Les membres du réseau investiraient 25,5 M\$ dans le projet.

D'après une étude des économistes Pierre Fortin et Marc Van Audenrode, l'investissement net de Québec serait de 1,3 M\$. Le gouvernement récupérerait en effet 6,2 M\$ en recettes fiscales et en économies de prestations d'assistance sociale et de soins de santé.

« C'est sans compter l'implication financière potentielle

d'Ottawa et surtout la dignité retrouvée de ces nouveaux travailleurs handicapés », dit Gabriel Tremblay, pdg du CQEA.

Selon M. Tremblay, il s'agirait d'un bon placement. Quelques-uns des 120 000 Québécois qui reçoivent des prestations d'aide sociale en raison de leur contraintes sévères liées à l'emploi pourraient rejoindre le marché du travail.

## Des revenus de 135 M\$

Les entreprises adaptées ont généré des revenus de 135 M\$ en 2003-2004. Toutes partagent la même mission : donner un emploi à ceux dont le marché du travail n'a pas voulu.

« Lorsqu'au moins 60 % des employés ont des limitations fonctionnelles, comme une déficience intellectuelle, un problème de santé mentale ou

un handicap physique, l'entreprise est certifiée entreprise adaptée », indique M. Tremblay.

Certex compte parmi les 43 membres du CQEA. « Après avoir visité notre usine, les gens se demandent où sont les handicapés », raconte Robert Larue, pdg de Certex, spécialisée dans la collecte sélective et le tri de vêtements dédiés à la revente.

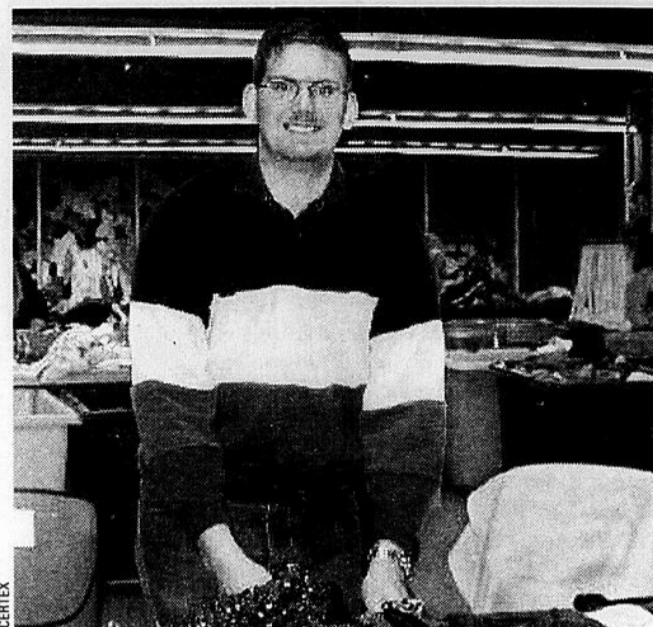
La cécité du préposé au télémarketing et les tapis qui roulent au ralenti trahissent pourtant le mandat social de cette entreprise adaptée aux limitations physiques et mentales de ses quelque 90 employés.

## Une marque de confiance

Depuis ses débuts en 1982, RécupérAction Marronniers accueille des handicapés à son usine de LaSalle. Plus de

60 employés y recyclent les matières résiduelles des grands immeubles montréalais. « Un schizophrène sans emploi depuis 10 ans pourra joindre nos rangs, précise Richard Lanciault, pdg de l'entreprise sans but lucratif. Il commencera d'abord à trier le papier sur le convoyeur. Ensuite, il pourra accéder à d'autres postes, comme à celui de chauffeur. »

Pour ces employés, il s'agit souvent d'une première marque de confiance. Le travail devient alors source de fierté. Selon M. Larue, la valorisation par le travail aurait même des vertus thérapeutiques. « Une trentaine de nos employés sont des patients de l'Hôpital Douglas. Des médecins tentent de démontrer qu'un patient qui travaille améliore grandement sa santé mentale. »



Sacha Gauthier est employé chez Certex, une entreprise adaptée.

## Des emplois adaptés

Pour qu'une entreprise adaptée fonctionne, l'intégration du personnel handicapé est cruciale. « Nos nouveaux employés sont formés pendant trois mois, dit M. Larue. S'ils échouent, on les essaie à d'autres fonctions. Une équipe d'ergothérapeutes, de contremaitres et de psycho-éducatrices adaptent aussi les postes aux limitations de chaque travailleur. »

Toutes ces mesures font grimper les coûts, sans compter le prix croissant des médicaments et des assurances. Pour survivre et rester concurrentielles dans ces conditions, les entreprises adaptées dépendent en partie de l'aide du gouvernement.

RécupérAction Marronniers tire 16 % de son budget des subventions. Son pdg se défend toutefois de profiter des largesses de Québec. « Nos subven-

tions compensent le manque de productivité des travailleurs handicapés, ce qui nous replace à égalité avec nos concurrents », soutient le dirigeant.

Les entreprises adaptées préfèrent ne pas utiliser leur mission sociale pour se vendre. « Je n'aime pas la charité, admet M. Lanciault.

« On mise d'abord sur le prix et la qualité des services pour convaincre les clients. Si on décroche un contrat sans même mentionner notre engagement pour les handicapés, alors je suis satisfait. »

Est-ce par crainte de préjugés ? « Règle générale, ça ne pose pas de problème, assure M. Tremblay. Une seule entreprise adaptée a perdu un contrat, même s'il elle était qualifiée et qu'elle offrait le meilleur prix. Nous avons alors exercé des pressions, et le client a renversé sa décision. » ■

## Les principales entreprises adaptées du Québec

Entreprise adaptée	Région	Nombre d'employés	Personnes handicapées	Principaux secteurs
Atelier TAQ	Capitale-Nationale	225	118	Sous-traitance imprimerie
Le Sextant inc.	Montréal	205	132	Produits de bureau, entretien ménager
ARTB inc.	Chaudière-Appalaches, Capitale-Nationale	195	123	Entretien ménager, jointage de bois, gardiennage
AFFI	Montérégie, Capitale-Nationale	175	120	Électronique, entretien ménager
Société V.I.A. inc.	Chaudière-Appalaches, Bas-Saint-Laurent	140	110	Récupération
Certex inc.	Montérégie	135	76	Récupération des textiles
Le Transit inc.	Montréal	120	100	Entretien ménager, assemblage
Témabex inc.	Abitibi-Témiscamingue	117	74	Entretien ménager
RécupérAction Centre du Québec inc.	Centre-du-Québec	115	84	Récupération, entretien ménager
Atelier des Vieilles Forges	Mauricie	115	87	Entretien ménager, recyclage de papier
Chaîne de travail adapté (CTA) inc.	Saguenay-Lac-St-Jean	115	75	Entretien ménager, location et nettoyage de carpettes
Impressions Alliance 9000 inc.	Bas-Saint-Laurent	110	60	Imprimerie et reliure
Centrap inc.	Bas-Saint-Laurent	105	67	Entretien ménager, transformation du bois
Atelier du Martin-Pêcheur inc.	Capitale-Nationale	104	73	Entretien ménager
Groupe RCM inc.	Mauricie	100	82	Récupération
BFCO inc.	Capitale-Nationale	100	77	Planches à pain
Groupe RCM inc.	Mauricie	100	82	Récupération
Centre Juif de travail JVS	Montréal	95	65	Assemblage, emballage
Ateliers Léopold-Desrosiers	Bas-Saint-Laurent	93	66	Entretien ménager, couture, allume-feu
RécupérAction Marronniers inc.	Montréal	91	62	Récupération
Total		2 455	1 648	

TABEAU : LES AFFAIRES

Un partenariat pour la recherche en économie sociale

ARUC économie sociale

ALLIANCES DE RECHERCHE UNIVERSITÉS - COMMUNAUTÉS

Comprendre et diffuser pour agir autrement

WWW.ARUC-ES.UQAM.CA



RÉSEAU D'INVESTISSEMENT SOCIAL DU QUÉBEC

Ensemble, nous avons choisi de relever le défi d'investir autrement.

En offrant un capital de connivence unique, adapté aux entreprises d'économie sociale, le RISQ a permis la réalisation de projets novateurs et constructifs pour les collectivités à travers tout le Québec.

Le RISQ est une entreprise privée à but non lucratif doté d'un capital souscrit par les secteurs public et privé.

# Un nouveau guide pour aider les gestionnaires

**Michel De Smet**

dossiers@transcontinental.ca

Un consortium regroupant notamment le **Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et Fondation**, le fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi, vient de publier *Info-Guide, Économie sociale*, un outil de référence qui souhaite répondre à la demande croissante d'information stratégique de la part des gens d'affaires. Fruit de deux ans de travail, ce guide fournit aussi des outils de mesure aux gestionnaires de l'économie sociale afin d'évaluer leur performance.

Le gestionnaire d'une entreprise d'économie sociale ressemble à un équilibriste. D'une part, il doit accorder la priorité aux personnes qu'il embauche, mais il faut également que l'entreprise soit rentable.

**Claude Ouellet**, qui est agent de développement au **Groupe Conseil Atena**, à Rimouski, offre régulièrement de la formation aux dirigeants d'organisations sans but non lucratif (OSBL). Il constate que les défis de gestion sont exigeants.

« Ils sont parfois dans l'incapacité d'offrir des salaires concurrentiels à leur personnel. »

Comme l'économie sociale est en émergence, les lacunes deviendront plus importantes. « Il y a de bonnes chances que l'on se retrouve avec des gestionnaires moins aguerris. »

M. Ouellet constate également que, contrairement au secteur privé, les OSBL ne disposent pas d'outils spécifiques leur permettant d'évaluer leur performance tant sur le plan de l'accomplissement de leur mission sociale que de la rentabilité de leur organisation.

**Une véritable concurrence**  
**Garry Lavoie** qui dirige la **Coopérative funéraire du Plateau**, à Québec, note que son environnement d'affaires obéit en tous points aux conditions normales d'un marché hautement concurrentiel. Son entreprise a des ventes annuelles de 2 M\$ et détient 38 % du marché des services funéraires dans la grande région de Québec.

« Mon concurrent est **Lépine Cloutier**, qui s'est taillé au fil des ans une réputation de *Cadillac* des services funéraires.

Nos prestations doivent obligatoirement se situer dans le haut de gamme, ce qui contredit l'idée souvent véhiculée que les entreprises d'économie sociale offrent des services de qualité inférieure. Nos membres, qui sont aussi nos clients, doivent obtenir d'excellents services à un prix abordable. »

### Du personnel qualifié

Les entreprises d'économie sociale n'évoluent pas toutes dans le même contexte concurrentiel. **Les Entreprises Qualité de vie** ont la mission de faciliter l'insertion de personnes autistes en milieu de travail. Et cela a inévitablement des conséquences sur le rendement de cette PME. « Il faut cinq personnes pour accomplir le travail qu'effectuerait un travailleur en pleine possession de ses moyens. C'est clair, sans une aide gouvernementale, mon entreprise ne serait pas rentable », reconnaît **Germain Lafrenière**, le président-directeur général.

Installée à Sainte-Dorothée, dans la zone agricole de Laval, l'entreprise exploite une ferme

biologique ainsi qu'un atelier de céramique et d'ébénisterie. Elle reçoit des subsides gouvernementaux lui assurant 52 % de son financement.

« Nos subventions sont appelées à diminuer au cours des années à venir. Comme gestionnaire, je dois augmenter la part d'autofinancement à 75 %. C'est une grande pression, tout com-

me celle que connaît un dirigeant du secteur privé qui doit maximiser les profits de son entreprise », affirme M. Lafrenière.

Les **Entreprises Qualité de vie** doivent faire face à un autre handicap, celui de recruter et de maintenir à son emploi une main-d'oeuvre qualifiée. De fait, si la **Coopérative funéraire du Plateau** est en

mesure de proposer, aux dires de M. Lavoie, des salaires similaires à ceux du secteur privé à ses employés, il n'en va pas de même pour la PME sans but lucratif de M. Lafrenière.

« Le salaire des intervenants sociaux dans le réseau public est de 30 \$ l'heure. Je peux leur offrir de 8 \$ à 14 \$ avec les mêmes qualifications. » ■



DAVID, MARIE-CLAUDE, JACQUES ET ELISE ONT COMPRIS QUE LE MEILLEUR PROFIT, C'EST QUAND TOUT LE MONDE Y GAGNE.

ILS ONT CHOISI DE TRAVAILLER POUR LE BIEN COMMUN AU SEIN D'ENTREPRISES QUI VALORISENT LE RESPECT, LA DÉMOCRATIE ET LA SOLIDARITÉ.

### L'ÉCONOMIE SOCIALE.

ÇA PARLE D'ARGENT ET DE VALEURS HUMAINES.

CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE [www.chantier.qc.ca](http://www.chantier.qc.ca)

**Développer  
autrement en conjuguant  
économique et social**

Corporations de développement économique communautaire

**LES CDEC**  
du Québec

Pour connaître la CDEC la plus près de chez vous, consultez notre site Internet  
[www.lescdec.qc.ca](http://www.lescdec.qc.ca)

# Le temple montréalais de l'économie sociale

La Société de développement Angus a créé un modèle qui roule à fond de train

**Pierre Picard**

dossiers@transcontinental.ca

Avec ses sept entreprises employant plus de 125 personnes au total, le nouveau *Carrefour de l'économie sociale Angus*

est devenu en peu de temps un modèle du genre au Québec. La recette est à la fois simple et efficace : des entreprises d'économie sociale rendent des services aux autres entreprises du *Technopôle Angus*.

Toutes offrent leurs produits et services aux 21 entreprises privées qui composent actuellement le *Technopôle Angus*, dont **Octasic**, **Topigen**, **Viasat**, le **Centre financier aux entreprises Desjardins** et

**SAQ.com**. Au total, ces sociétés emploient plus de 600 personnes.

« Dès 1999, nous avons voulu profiter du développement du site pour générer des occasions d'affaires pour des entreprises

d'économie sociale. Les entreprises privées ont ainsi été un véritable levier », mentionne **Christian Yaccarini**, président-directeur général de la **Société de développement Angus (SDA)**.

## Les entreprises du Carrefour de l'économie sociale Angus

- > **Insertech Angus** (assemblage d'ordinateurs)
- > **Atelier Angus** (ébénisterie)
- > **Coopérative de travail Docushop Angus** (services de copie numérique)
- > **Projet Part et Part du chef** (restauration et service de traiteur, dont une cafétéria sur place depuis le 3 janvier)
- > **Centre de la petite enfance Coeur de cannelle**
- > **Société de développement Angus (SDA)**

TABLEAU : LES AFFAIRES

### Répondre à la demande

Selon ce modèle de type fournisseurs-clients, la SDA entend soutenir éventuellement la création d'autres entreprises d'économie sociale au service des entreprises du *Technopôle* : un gym axé sur la santé et la sécurité ainsi que des entreprises de déneigement, d'entretien paysager et de gestion de stationnements. L'organisme songe aussi à mettre sur pied un centre de référencement pour des services de soutien dont les entreprises d'économie sociale ont besoin, notamment en matière de comptabilité, de droit et de fiscalité.

En plus de mener leur mission d'insertion, les entreprises d'économie sociale doivent être rentables et croître dans un marché d'offre et de demande. « La mixité entre les entreprises privées et les entreprises d'économie sociale est une immense richesse, soutient M. Yaccarini. Toutefois, les entreprises d'économie sociale qui naissent ici devront éventuellement avoir des activités qui déborderont du site Angus afin d'assurer leur croissance et de devenir autonomes financièrement. »

M. Yaccarini souligne que le plus important défi des entreprises d'économie sociale est la sous-capitalisation et l'absence de fonds de roulement. Il déplore l'inertie des gouvernements à cet égard.

« Il faut donner aux entreprises d'économie sociale les mêmes outils que ceux dont disposent les entreprises traditionnelles, comme les programmes de financement, de capital de risque et d'aide à l'exportation. Les gouvernements investissent depuis des années dans des entreprises de biotechnologie où le risque est énorme. Pourquoi n'auraient-ils pas la même ouverture face à l'économie sociale ? Nous ne leur demandons pas de prêter de l'argent à perte, mais d'évaluer les entreprises d'économie sociale sur la base de la rentabilité. » ■



**POUR FAIRE VIVRE  
UNE IDÉE BRILLANTE,  
IL FAUT AVOIR UNE BONNE IDÉE  
DU FINANCEMENT.**

Vous avez des projets en tête et les yeux tournés vers l'avenir ? Nous sommes des experts en financement ayant à cœur l'expansion de votre entreprise. Nous pouvons vous proposer des solutions personnalisées, complémentaires à celles des institutions financières. Croissance, exportation ou développement technologique... quel que soit votre projet, prenez d'abord contact avec nous.

Investissement Québec vous accompagne jusqu'au bout de vos idées.

1 866 870-0437 | [www.investquebec.com](http://www.investquebec.com)

**IQ Investissement  
Québec**

